# GUERRE CONTRE LE « WOKISME » ET RÉACTIONS (DOMESTIQUES) FACE À LA DIVERSITÉ, L'ÉQUITÉ ET L'INCLUSION

DEBRA THOMPSON

Dr Debra Thompson est professeure agrégée de science politique et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les inégalités raciales dans les sociétés démocratiques à l'Université McGill. Elle est une éminente spécialiste sur la politique comparative de la race et membre du Collège des nouveaux chercheurs, artistes et scientifiques de la Société royale du Canada. À travers ses travaux de recherche, son enseignement et la vulgarisation scientifique, elle analyse les relations complexes — tant historiques que contemporaines — entre race, État et inégalités au Canada et dans d'autres sociétés démocratiques. Son premier ouvrage primé, *The Schematic State: Race, Transnationalism, and the Politics of the Census* (Cambridge University Press, 2016), est une étude sur le développement politique des classifications raciales dans les recensements nationaux des États-Unis, du Canada et de la Grande-Bretagne. Son deuxième livre à succès, *The Long Road Home: On Blackness and Belonging* (Scribner Canada, 2022), est à la fois une réflexion personnelle, une analyse approfondie et une critique sociale percutante de la dynamique de la race et de l'appartenance au fil du temps et de part et d'autre de la frontière canado-américaine.

L'attaque frontale du président américain Donald Trump contre la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI) est l'un des traits caractéristiques de sa seconde présidence. La première vague de décrets exécutifs, émis dans les premiers jours et semaines suivant son investiture en janvier, a mis fin à tous les programmes fédéraux en matière de DEI, suspendu les fonctionnaires chargés de ces questions, révoqué l'ordre exécutif du Président Lyndon B. Johnson de 1965 qui interdisait les pratiques de recrutement discriminatoires pour les contractants fédéraux et reconnaissait que l'homme et la femme étaient les deux seuls sexes et menaçait d'enquêter sur les initiatives du secteur privé en matière de DEI pour en vérifier la conformité. Lors d'une deuxième vague, des engagements ont été pris pour « mettre fin à l'endoctrinement radical dans les écoles, de la maternelle au secondaire », à « interdire aux hommes de participer aux sports féminins », à « éradiquer les préjugés anti-chrétiens », à « désigner l'anglais comme la langue officielle des États-Unis » et à « restaurer la vérité et la raison dans l'histoire

américaine ».

Bien que seuls quelques décrets exécutifs de Donald Trump ciblent explicitement la DEI, l'agenda anti-DEI de son administration imprègne une large part de ses directives, initiatives, menaces et réprimandes. Cette offensive contre la DEI s'inscrit dans une stratégie conservatrice de long terme visant à inverser les victoires législatives du mouvement des droits civiques, dont les luttes récentes sur concentraient sur les droits de vote et la discrimination positive devant les tribunaux. Le Projet 2025, un agenda politique élaboré par une coalition d'organisations conservatrices, préconise la suppression des programmes, politiques et mandats DEI au sein de nombreux départements fédéraux, ainsi que dans les contrats, règles, règlementations et subventions accessoires. L'essentiel des recommandations du « *Counterrevolution Blueprint* » du militant conservateur Chris Rufo (2025), plaidant que « les États-Unis éliminent le racisme de gauche du gouvernement fédéral et réengager le pays dans le principe d'égalité sans distinction de couleur », ont été mises en œuvre dans les deux premiers mois de la seconde présidence Trump. Le Département de l'Éducation américain a lancé un portail en ligne « End DEI » permettant au public de signaler les « pratiques préoccupantes » liées à la DEI dans les écoles et les districts scolaires locaux. Cette initiative s'accompagnait d'un communiqué citant Tiffany Justice, cofondatrice de l'organisation de droite Moms for Liberty, qui a réussi à promouvoir des interdictions de livres et à s'opposer aux droits LGBTQ dans tout le pays (USDOE 2025). En l'espace de quelques mois, le président Trump a réalisé ce que les militants républicains cherchaient à réaliser depuis des décennies.

Il ne s'agit pas simplement d'un contrecoup aux mouvements sociaux progressistes tels que #MeToo et #BlackLivesMatter, qui ont pris de l'ampleur pendant le premier mandat de Trump. Il s'agit plutôt d'une contre-révolution conservatrice, au cœur de laquelle réside la conviction que certaines institutions politiques ont été idéologiquement prises par la gauche. Les conservateurs perçoivent cette « captation idéologique » comme un processus s'étalant sur des décennies, accéléré sous la présidence d'Obama — sans doute en raison de la portée symbolique du premier président noir pour ses partisans comme pour ses détracteurs — et qui s'est cristallisé lorsque Joe Biden siégeait au Bureau ovale.

Selon cette thèse, la captation idéologique renvoie à l'idée que « l'idéologie de gauche axée sur la race, le genre et le wokisme » serait profondément enracinée dans l'« État profond » de la fonction publique fédérale — en particulier dans les domaines de la santé, des services sociaux, de l'éducation, des arts, de la justice et du travail. L'enseignement supérieur y est présenté comme un bastion de l'intolérance de gauche, où les libéraux exerceraient un contrôle idéologique rigoureux sur l'endoctrinement des futures élites. Cette « idéologie woke radicale » imprègnerait, toujours selon cette perspective, l'ensemble des activités de l'État : de l'attribution des contrats publics et du financement de la recherche, à l'aide internationale, jusqu'aux tâches administratives les plus routinières. Dès lors, seule une intervention étatique d'envergure permettrait, selon ses partisans, de purger les institutions américaines de ce système de patronage de gauche.

Les effets de cette nouvelle mouture de la refonte conservatrice sont prévisibles, car nous en avons déjà connu les mécanismes ; il s'agit d'une

déclinaison du XXIe siècle de dynamiques propres aux XIXe et XXe siècles. Lorsque #BlackLivesMatter a obtenu un large soutien à l'été 2020, certains y ont vu une « Troisième Reconstruction » (Joseph 2022). À l'instar de la période de reconstruction qui a suivi la guerre de Sécession et de la remise en cause de la ségrégation raciale par le mouvement des droits civiques dans les années 1960, ce moment constituait un bouleversement durant lequel les Afro américains et leurs alliés réclamaient une reformulation inclusive et égalitaire de la démocratie américaine. Comme par le passé, les mouvements pour la justice raciale se voient désormais balayés par une résurgence de l'ère de la Rédemption, une période où les forces régressives mobilisent le pouvoir de l'État pour réécrire l'histoire des États-Unis, restaurer des hiérarchies raciales et de genre ébranlées mais persistantes et réaffirmer un statu quo profondément inégalitaire.

Au Canada, les effets directs du tsunami d'attaques anti-DEI émanant de l'exécutif américain commencent à se faire sentir. Des chercheurs canadiens bénéficiant de subventions financées par les États-Unis ont été interrogés par le Bureau de la gestion et du budget américain (OMB) au sujet d'éventuels liens entre leurs travaux et les questions de diversité, d'équité et d'inclusion. On leur a également demandé si leurs recherches incluaient des thématiques liées au climat ou à la justice environnementale, ou encore s'ils prenaient « des mesures appropriées pour protéger les femmes et se prémunir contre l'idéologie du genre » (Friesen 2025). Par ailleurs, des rumeurs circulant dans le milieu des affaires canadien laissent entendre qu'il existerait des pressions pour aligner les priorités commerciales sur la croisade anti-DEI de Trump, ou pour modifier leur image, réduire ou supprimer les programmes DEI (Thompson 2025 ; Williams 2025).

Mais les Canadiens ne se contentent pas de réagir à ce qui se passe au sud de la frontière. En effet, nous assistons déjà à une vague grandissante de sentiments anti-DEI, d'origine locale, influencés par le contexte national et profondément ancrés dans la réalité canadienne.

Le convoi de la liberté, qui s'est emparé du centre-ville d'Ottawa en janvier et février 2022, a été le premier symptôme d'une politique de revendications typiquement canadienne. Au départ, il s'agissait d'une protestation contre les mandats de vaccination relatifs à la COVID-19, mais le convoi a été galvanisé par un appel à la liberté face à l'ingérence du gouvernement et par une haine intense à l'égard du Premier ministre de l'époque, Justin Trudeau. Les rapports du Réseau canadien anti-haine (2022) sur les organisateurs du convoi ont également révélé des antécédents d'islamophobie, d'antisémitisme, de racisme et d'incitation à la violence. Le convoi était une première manifestation excessive qui reflétait un sentiment plus large : la « gauche » était allée trop loin, non seulement dans son approche de la gestion de la pandémie, mais aussi dans ses concessions aux « *social justice warriors* », dans l'instrumentalisation de la culture de l'effacement, dans son élitisme hautain. Selon un rapport commandé par le Public Policy Forum, les jeunes Canadiens ont identifié les vaccins contre la COVID-19 et les politiques de santé publique comme les sujets les plus polarisants au pays, suivie de près par la politique et le rôle du gouvernement, la race et le racisme, les droits de la personne, les questions d'équité et d'accès, ainsi que le genre et l'identité sexuelle (Ling 2023, p. 24).

Un recentrage plus explicite sur les politiques DEI (Diversité, Équité, Inclusion) était inévitable. En novembre 2024, le Comité permanent des sciences et de la recherche a entendu plusieurs professeurs faire valoir que les exigences liées au DEI réduisaient le vivier de talents admissibles au financement fédéral de la recherche. Le chef du Parti conservateur, Pierre Poilievre, a appuyé l'argument du polémiste culturel Jordan Peterson, selon lequel le racisme aurait été importé des États-Unis vers le Canada, estimant que les Canadiens devaient « renoncer aux identités hybrides et mettre de côté la race, cette obsession raciale que le wokisme a réintroduite ». Lors de la campagne électorale d'avril 2025, les conservateurs ont misé sur une stratégie visant à accroître la visibilité des enjeux liés aux soi-disant guerres culturelles (Kaufmann 2024). Toutefois, la démission de Justin Trudeau, figure que les conservateurs qualifient volontiers de « woke », est venue perturber cette stratégie ainsi que d'autres éléments de leur campagne.

Bien qu'incubée ailleurs, cette réaction s'est développée au Canada en épousant les ancrages culturels nationaux tout en étant dépendant des institutions politiques locales — susceptibles d'en favoriser ou d'en entraver l'expression. Prenons l'exemple de la polarisation idéologique, champ de bataille clé des guerres culturelles contemporaines. Aux États-Unis, un large corpus sur la polarisation affective suggèrent qu'un éloignement — émotionnel, social et politique — croissant entre les élites politiques et leurs bases électorales pourrait compromettre les consensus bipartisans et saper la confiance dans les institutions démocratiques (Shah 2025). Des normes comme la retenue institutionnelle et la tolérance mutuelle (Levitsky et Ziblatt 2018) naissent de l'équilibre entre conflit et consensus que les institutions doivent permettre aux élites de maintenir.

Contrairement au cas américain, les preuves d'une polarisation idéologique croissante au Canada restent mitigées. Richard Johnston (2023) établit que, si les sentiments des Canadiens à l'égard des partis politiques sont devenus plus polarisés, ils ne sont pas nécessairement devenus plus négatifs. De surcroît, la manière dont la partisanerie idéologique s'est apparentée à une forme de politique identitaire aux États-Unis ne trouve aucun écho dans le contexte canadien.

Quand Trump accédait au pouvoir en 2016 et que la littérature populaire tentait d'expliquer le ressentiment de la classe ouvrière blanche (Hochschild 2016 ; Vance 2016 ; Metzl 2019) et la vague mondiale de populisme de droite, le Canada maintenait un soutien public élevé à l'immigration et au multiculturalisme. Souvent désigné sous le terme d'« exceptionnalisme canadien », ce phénomène a conduit des politologues à soutenir que le Canada avait échappé au courant qui a conduit au Brexit et à l'élection du président Trump, en raison de contingences géographiques, de régimes politiques distincts en matière d'immigration, de citoyenneté et de multiculturalisme, ainsi que l'architecture du système électoral (Banting et Kymlicka 2010 ; Bloemraad 2012 ; Triadafilopoulos et Taylor 2021).

Le consensus entourant l'exceptionnalisme canadien est en train de s'effriter. Les étudiants étrangers ont, dans une certaine mesure, été érigés en boucs émissaires de la crise du logement, devenue criante en 2023. En réponse à la pression de l'opinion publique, le gouvernement libéral a plafonné les visas étudiants internationaux et abaissé

ses objectifs d'immigration. Par ailleurs, si l'appel récent de Trump à faire du Canada le « 51e État » et les tarifs douaniers qu'il a imposés aux importations canadiennes sont rejetés par la majorité des Canadiens, seuls 45 % désapprouvent son décret interdisant aux personnes non biologiquement femmes à la naissance de participer aux compétitions sportives féminines – mesure soutenue par 76 % des électeurs conservateurs et 49 % des électeurs libéraux (Kishchuk 2025).

Les attaques de Donald Trump contre l'économie et la souveraineté du Canada ont, du moins temporairement, rallié les Canadiens et renforcé le soutien envers les libéraux à l'approche des élections d'avril. Celles-ci ont vu le parti dirigé par Mark Carney remporter un mandat minoritaire, devançant de justesse les conservateurs au vote populaire national. Seul l'avenir nous dira dans quelle mesure la guerre contre le « wokisme » — qu'elle soit d'origine locale ou qu'elle provienne des États-Unis — parviendra à transformer le rejet des politiques de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) en mesures régressives inscrites dans les politiques publiques.

**RÉFÉRENCES**


Banting, Keith, and Will Kymlicka. 2010. « *Canadian Multiculturalism: Global Anxieties and Local Debates* ». *British Journal of Canadian Studies 23*(1):43–72.

Bloemraad, Irene. 2012. *Understanding 'Canadian Exceptionalism' in Immigration and Pluralism Policy*. Washington, DC: Migration Policy Institute.

Canadian Anti-Hate Network. 2022. « *The 'Freedom Convoy' is nothing but a vehicle for the far-right* ». *Canadian Anti-Hate Network*, 27 janvier. www.anti-hate.ca/the_freedom_convoy_is_nothing_but_a_vehicle_for_the_far_right

Friesen, Joe. 2025. « *U.S. government is asking Canadian researchers whether their work deals with DEI, climate, gender* ». *Globe and Mail*, 19 mars. https://www.theglobeandmail.com/canada/article-us-government-is-asking-canadian-researchers-whether-their-work-deals/

Hochschild, Arlie. 2016. *Strangers in Their Own Land: Anger and Mourning on the American Right*. New York: New Press.

Johnston, Richard. 2023. « *Affective Polarization in the Canadian Party System, 1988–2021* ». *Canadian Journal of Political Science* 56(2): 372–95.

Joseph, Peniel E. 2022. *The Third Reconstruction: America's Struggle for Racial Justice in the Twenty-First Century*. New York: Basic Books.

Kaufmann, Eric. 2024. *The Politics of the Culture Wars in Contemporary Canada*. Ottawa: Macdonald-Laurier Institute.

Kishchuk, Oksana. 2025. « *The Conservative Dilemma (and opportunity)* ». Abacus Data, 29 mars. https://abacusdata.ca/the-conservative-dilemma-and-opportunity/

Levitsky, Steven et Daniel Ziblatt. 2018. *How Democracies Die*. New York: Penguin Random House.

Ling, Justin. 2023. *Far and Widening: The Rise of Polarization in Canada*. Ottawa: Public Policy Forum.

Metzl, Jonathan M. 2019. *Dying of Whiteness: How the Politics of Racial Resentment is Killing America's Heartland*. New York: Basic Books.

Rufo, Chris. 2025. « Counterrevolution Blueprint: How to eliminate left-wing racialism from the federal government ». *City Journal*, Hiver. www.city-journal.org/article/counterrevolution-blueprint

Shah, Tamanna. M. 2025. « Trends in Political Science Research: Affective Polarization ». *International Political Science Abstracts* 75(1): 1–14.

Thompson, Debra. 2025. « The name can change but the work must not: why Canada still needs DEI ». *Globe and Mail*, 8 février. www.theglobeandmail.com/opinion/article-the-name-can-change-but-the-work-must-not-why-canada-still-needs-dei/

Triadafilopoulos, Triadafilos et Zack Taylor. 2021. « The Political Foundations of Canadian Exceptionalism in Immigration Policy ». Dans Y. Samy, H. Duncan et M. Palmer (eds.) *International Affairs and Canadian Migration Policy*. Palgrave Macmillan.

United States Department of Education. 2025. « U.S. Department of Education Launches 'End DEI' Portal ». communiqué de presse, 27 février. www.ed.gov/about/news/press-release/us-department-of-education-launches-end-dei-portal

Vance, J.D. 2016. *Hillbilly Elegy: A Memoir of Family and Culture in Crisis*. New York: Harper.

Williams, Emily. 2025. « How some organizations are changing course on equity, diversity and inclusion initiatives ». *CBC News*, 15 février. www.cbc.ca/news/canada/edmonton/how-some-organizations-are-changing-course-on-equity-diversity-and-inclusion-initiatives-1.7456341